



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/281
S/1994/886
28 juillet 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Quarante-neuvième session
Point 42 de l'ordre du jour provisoire*
LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE :
PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE PAIX
FERME ET DURABLE ET PROGRÈS RÉALISÉS
DANS LA STRUCTURATION D'UNE RÉGION
DE PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE
ET DE DÉVELOPPEMENT

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Quarante-neuvième année

Note du Secrétaire général

On trouvera ci-joint le rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) pour la période du 1er mars au 30 juin 1994. On se souviendra (voir S/23999, par. 3) qu'il avait été décidé que les activités que l'ONUSAL entreprendrait en application de l'Accord de San José relatif aux droits de l'homme (A/44/971-S/21541, annexe) feraient l'objet d'une série de rapports distincts.

* A/49/150.

ANNEXE

Onzième rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme
de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador

(1er mars-30 juin 1994)

I. INTRODUCTION

1. Selon les Accords de paix conclus entre le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN), la Division des droits de l'homme doit surveiller concrètement la situation de ces droits dans le pays et collaborer avec les instances nationales pour les aider à améliorer les moyens de protection de la personne et à faire mieux respecter la légalité.

2. La Division a donc périodiquement informé le Secrétaire général et, par l'intermédiaire de celui-ci, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, de l'état des droits de l'homme en El Salvador. Elle a aussi fait le point de l'exécution des autres engagements contractés dans les différents accords, en particulier en ce qui concerne l'établissement, la réforme ou le renforcement des institutions chargées de protéger ces droits et de veiller au respect de la législation applicable en la matière. Mais le mandat de l'ONUSAL tire à sa fin et il ne faudrait pas que ces engagements tardent à se concrétiser intégralement.

3. C'est pourquoi le présent rapport, qui porte sur la période de mars à juin 1994, comprend cette fois une analyse du fonctionnement de certains organes de justice, aspect qui, de même que la réforme judiciaire découlant des obligations contractées dans les Accords de paix, a été surveillé par la Division de façon de plus en plus précise.

II. LA SITUATION ENTRE MARS ET JUIN 1994

A. Bilan général

4. J'avais indiqué dans mon dixième rapport (A/49/116-S/1994/385) qu'il y avait eu de novembre 1993 à février 1994 un certain progrès par rapport aux graves problèmes que signalait le neuvième rapport, une amélioration générale paraissant de nouveau se dessiner. Cette tendance s'est confirmée pendant la période sur laquelle porte le présent rapport.

5. Les élections, dont le premier et le deuxième tour ont eu lieu pendant la période considérée, avaient été précédées en 1993 d'affrontements politiques chaque jour plus violents, dont on craignait qu'ils ne reprennent à l'approche de la consultation nationale. Mais la dernière phase de la campagne électorale, à part quelques faits isolés, s'est déroulée sans incident.

6. En revanche, la forte recrudescence, ces derniers mois, de la délinquance ordinaire — on a en particulier la preuve de l'existence de réseaux criminels très organisés — est très préoccupante, d'autant plus que le mauvais fonctionnement de l'administration de la justice assure les auteurs des méfaits

/...

de l'impunité. C'est là que réside actuellement le principal danger pour les droits fondamentaux.

7. Je dois à ce sujet faire part de mes inquiétudes devant les indices qui laissent à penser que des éléments en service actif dans l'armée et la Police nationale sont mêlés à des actes délictueux. Cela n'est pas seulement très grave pour l'existence d'un État de droit, mais peut très bien aussi masquer une dérive où, sous les apparences d'actes de délinquance ordinaire, ce sont en fait des violences à mobile politique qui sont commises. Nous sommes toujours préoccupés aussi par les bandes armées qui se manifestent de plus en plus dans les campagnes, se livrant ici et là à des actes criminels divers. J'ai déjà dit à plusieurs reprises que l'existence de ces groupements en marge de la légalité constitue un danger latent pour les droits fondamentaux.

8. Le Gouvernement a entrepris de remédier à ce problème de l'insécurité générale. Le Président de la République, M. Armando Calderón Sol, a publiquement reconnu l'existence de réseaux criminels organisés et s'est engagé à prendre toutes les mesures répressives nécessaires et il a en outre exposé la politique que le Gouvernement veut suivre, dans le droit fil des Accords de paix, pour assurer la sécurité publique, politique consistant à appuyer fermement la Police nationale civile (PNC), considérée comme le seul organe légalement habilité à maintenir la tranquillité et l'ordre publics dans le pays.

9. Le Gouvernement vient de prendre une mesure dans la bonne direction en déployant la PNC dans les départements de La Paz, Cuscatlán, Santa Ana, Ahuachapán, Sonsonate et au nord du San Salvador. La PNC est maintenant en place dans tous les départements, bien que parfois ses effectifs ne soient pour le moment établis que dans les chefs-lieux ou les localités les plus importantes, le reste du département relevant toujours de la Police nationale. Le nouveau Vice-Ministre de la sécurité publique, M. Victor Hugo Barrera, et le nouveau Directeur de la Police nationale civile, M. Rodrigo Avila, qui ont été nommés pendant la période considérée, ont réaffirmé leur volonté d'engager une série de réformes pour que l'institution policière puisse opérer au mieux.

10. L'attitude positive du Gouvernement s'est également manifestée lorsqu'on a découvert qu'un officier était impliqué dans le hold-up d'une banque, ce qui a mis en lumière la participation d'éléments de la police dans les opérations du milieu : le Président de la République a pris une ordonnance disposant que la Police nationale (PN) devrait être entièrement démobilisée dès le mois de décembre 1994 et la section des enquêtes criminelles de la PN a été dissoute.

11. La Division a reçu de moins en moins de plaintes pendant la période considérée : 100 en mars, 90 en avril, 82 en mai, 61 en juin, soit un total de 333, contre 437 précédemment. Il faut toutefois préciser que les plaintes déposées auprès du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme sont devenues plus nombreuses, ce qui constitue d'ailleurs un transfert naturel et souhaitable des tâches de vérification.

12. Bien entendu, il ne suffit pas, pour que les choses s'améliorent, que le nombre de plaintes diminue pendant une période donnée. Cela est certes encourageant, mais la situation restera précaire aussi longtemps que les institutions de l'État ne fonctionneront pas avec le professionnalisme et

/...

l'efficacité nécessaires pour prévenir et sanctionner les violations des droits fondamentaux.

13. Bon nombre des plaintes reçues par l'ONUSAL comportent des indices ou des éléments qui ne permettent pas d'exclure les mobiles politiques. L'attentat dont a été une nouvelle fois la cible l'ex-commandante du FMLN, maintenant députée à l'Assemblée législative, María Marta Valladares (Nidia Díaz), de même que l'assassinat de trois militants de l'opposition, Jorge Bill Martínez Zaldaña, José Isaías Calzada Mejías et Heriberto Galicia Sánchez, sont autant de raisons d'inquiétude, car ils semblent indiquer qu'il y a encore dans le pays des éléments pour qui la violence est le moyen naturel de résoudre les oppositions politiques, comme le confirment d'ailleurs les nombreuses menaces contre des personnes ayant des activités politiques.

14. L'Assemblée législative a adopté en première lecture plusieurs réformes institutionnelles, qui concrétisent certaines des recommandations de la Division des droits de l'homme et de la Commission de la vérité. Mais d'autres recommandations n'ont pas eu de suite.

B. Vérification

1. Droit à la vie

15. Les plaintes pour atteinte au droit à la vie qui ont été jugées recevables pendant la période considérée ont été moins nombreuses que précédemment : 96 (contre 144 pendant les quatre mois précédents), dont 28 faisant état d'exécution arbitraire, 9 de tentative d'exécution arbitraire et 59 de menaces de mort.

16. Il importe de rappeler qu'il s'agissait de la période précédant immédiatement les élections et qu'on aurait par conséquent pu assister à une recrudescence des violations (ou même des plaintes) à mobile politique. Cela n'a pas été le cas. Il se peut que la présence du Groupe mixte d'enquête sur les groupes armés illégaux ayant des motivations politiques ait eu un effet dissuasif.

17. Si les menaces de mort ne se sont que rarement concrétisées par des attentats – soit parce que leurs auteurs voulaient seulement intimider, soit parce que la victime a cédé à leurs exigences – leur existence prouve néanmoins que la violence à mobile politique est encore aujourd'hui une réalité dans le pays, ce qui freine sensiblement la consolidation du système démocratique défini dans les Accords de paix.

a) Exécutions arbitraires ou extrajudiciaires

18. Durant les quatre mois considérés, l'ONUSAL a reçu 28 plaintes pour exécution arbitraire.

19. Un ancien militant et combattant de la coalition ERP (Ejercito Revolucionario del Pueblo)-FMLN, Jorge Bill Martínez Zaldaña, a été assassiné le 9 mars à San Salvador par un inconnu qui lui a tiré en plein visage à bout portant. L'enquête de l'ONUSAL a permis de constater qu'il ne s'agissait pas

/...

d'un vol à main armée et que l'on ne pouvait écarter l'hypothèse d'un mobile politique.

20. Un membre actif de l'ERP-FMLN, José Isaías Calzada Mejías, qui avait été président d'une équipe de scrutateurs, a été assassiné à Jicalapa pendant le deuxième tour des élections. Les principaux suspects sont connus comme des militants de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) et on ne peut écarter l'hypothèse d'un mobile politique.

21. Un ancien combattant du FMLN, chef de la bande des "Recontras", Adolfo Antonio García Hernández, alias "el Choco", a été assassiné le 6 mars sur la route d'Aguilares à Suchitoto. Les assassins pourraient appartenir à un groupe qui, sous le nom "Les Anges noirs", fait la justice lui-même, ou bien il pourrait s'agir d'un règlement de comptes entre "Recontras".

22. Un responsable du syndicat des travailleurs INAZUCAR, qui faisait campagne dans le département de San Miguel pour être élu député suppléant du MNR (Movimiento Nacional Revolucionario), a été assassiné le 27 mars à San Miguel d'un coup de feu à la tête. Il semblerait après enquête qu'il s'agissait d'un attentat politique.

23. Dans la municipalité de Guatajiagua (Morazán), quatre individus en uniforme militaire et armés de fusils M-16 ont assassiné dans la nuit du 26 mars Santos Fidilecto Vásquez, sa fille Flor de María Vásquez Reyes et un ouvrier agricole, Santos Miguel Díaz. L'hypothèse du vol a été écartée.

24. Un policier de la PN, le 15 mai à San Sebastián Salitrillo, a ouvert le feu sans aucune raison sur un véhicule dans lequel se trouvaient trois jeunes gens, dont l'un a été tué et un autre grièvement atteint à la colonne vertébrale.

25. Un incident survenu le 13 mars a prouvé les risques qu'il y a à confier à l'armée le soin d'assurer la sécurité publique. Un certain Jesús Molina Ramírez, qui avait volé une bicyclette et pris la fuite, poursuivi par une patrouille du Détachement militaire No 4 que le propriétaire de l'objet avait alertée; ne s'étant pas arrêté comme les militaires le lui ordonnaient, il a été tué par l'un de ces derniers, qui lui a tiré dessus par trois fois. De plus, les autorités responsables ont essayé d'étouffer l'affaire et d'obtenir par coercition d'un témoin qu'il altère sa déclaration dans un sens favorable à la patrouille.

b) Tentatives d'exécution arbitraire

26. L'attentat le plus caractéristique a été celui qui a pris pour cible le 19 mai, pour la deuxième fois, María Marta Valladares, qui, sous le nom de Nidia Díaz, commandait la coalition Partido Revolucionario de los Trabajadores de Centroamérica (PRTC)-FMLN et qui est actuellement députée à l'Assemblée législative. Des inconnus, circulant à bord d'une voiture aux vitres polarisées ont tiré, à l'entrée du domicile de Marta Valladares, sur la voiture dans laquelle celle-ci se déplace habituellement, blessant légèrement le conducteur-garde du corps, Santiago Cruz Elías Pineda, qui était à ce moment seul dans le véhicule. En février, M. Cruz Elías avait déjà été blessé dans un attentat commis au même endroit et dans des circonstances identiques.

/...

27. Les circonstances de l'attentat et la manière dont il s'est déroulé laissent penser qu'il s'agit d'un acte à mobile politique, bien que l'on ne sache toujours pas pourquoi les assaillants s'en sont pris pour la seconde fois à la voiture de Marta Valladares alors qu'ils pouvaient savoir que cette dernière ne s'y trouvait pas. Malgré l'importance de l'affaire, les enquêtes policière et judiciaire ont très peu progressé. Cela est grave, car il existe des pistes importantes que, semble-t-il, la Division des enquêtes criminelles de la PNC se refuse délibérément à explorer.

28. Le frère du Président de la Commission électorale du département de La Libertad, et connu comme militant du FMLN, Mario Armando Molina Molina, a été la cible d'une tentative d'assassinat dont l'auteur présumé est un détective de la PN. L'enquête n'écarte pas le mobile politique.

c) Menaces de mort

29. La Division a reçu pendant la période considérée 59 plaintes pour menaces de mort, ce qui est encore beaucoup.

30. Le 16 avril, le chauffeur de Rubén Zamora, l'un des candidats à la présidence, venait chercher ce dernier à son domicile lorsque deux hommes armés de fusils M-16 l'ont obligé à sortir de la voiture et ont pris la fuite au volant de celle-ci. Les individus ont pointé leurs armes vers le chauffeur, Luis Antonio Recinos, en lui disant "Nous y sommes mieux à notre place que les commandos urbains". La victime est certaine que les assaillants, étant donné leur façon de se comporter, étaient des militaires. L'enquête de l'ONUSAL a permis de conclure à un acte d'intimidation lié au second tour des élections.

31. Parmi les autres personnes qui ont reçu des menaces pendant la période considérée, on peut citer :

a) Un professeur de l'Université centraméricaine, José Simeón Cañas, ainsi que Xavier Obach, son épouse Monserrat Elwes et les prêtres jésuites de l'Université, menacés les uns et les autres par téléphone;

b) Le curé de Berlín, Protasio Villatoro, qui a été très actif au sein d'organismes communautaires, menacé par téléphone;

c) Le curé de Masahuat (Santa Ana), Orellana Castillo, menacé pendant son sermon par un individu lié à l'ex-maire de la localité, partisan de l'ARENA et qui rend le prêtre responsable de l'échec de ce parti aux élections.

32. Un certain "commando Domingo Monterrosa", le 6 juin, a appelé au téléphone un journaliste d'une agence de presse pour proférer des menaces contre certaines personnalités, entre autres le Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, le Procureur général de la République, le Président du Conseil de la magistrature (M. Luis Gómez Zárate), qui faisait partie de la Commission électorale centrale, un membre du Groupe mixte (M. Juan Gerónimo Catillo) et des prêtres jésuites.

2. Droit à l'intégrité de la personne

a) Torture

33. La Division a reçu pendant la période considérée trois plaintes pour torture, dont deux appuyées par des éléments de preuve.

34. Dans l'un des cas, des éléments de la PNC ont arrêté le 10 mai à San Miguel Avilio Ricardo Martínez, accusé de vol et qu'ils auraient torturé pour lui arracher des aveux. Il semblerait, d'après les constatations préliminaires, qu'il y ait effectivement eu torture, mais il est très difficile d'établir les faits car l'examen médical a été effectué trop tard.

35. Une autre personne, José Manuel Mejía Silva, arrêté le 8 juin, a été soumis à diverses formes de torture physique par des éléments de la Police nationale d'El Cocal (La Libertad).

b) Mauvais traitements

36. La Division a reçu pendant la période considérée 33 plaintes pour mauvais traitements, moins que pendant la période précédente. Mais la tendance encourageante notée dans les deux rapports précédents pourrait bien être en train de s'inverser : en effet, le nombre de plaintes, qui était de quatre en mars, est passé à six en avril, puis à 15 en mai, avant de redescendre à huit en juin.

3. Droit à la sûreté de la personne

a) Disparitions forcées ou involontaires

37. Aux termes de la Déclaration de l'Assemblée générale sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (résolution 47/133 du 18 décembre 1992), il y a disparition forcée lorsque "des personnes sont arrêtées, détenues ou enlevées contre leur volonté ou privées de toute autre manière de leur liberté par des agents du gouvernement, de quelque service ou à quelque niveau que ce soit, par des groupes organisés ou par des particuliers, qui agissent au nom du gouvernement ou avec son appui direct ou indirect, son autorisation ou son assentiment, et qui refusent ensuite de révéler le sort réservé à ces personnes ou l'endroit où elles se trouvent ou d'admettre qu'elles sont privées de liberté, les soustrayant ainsi à la protection de la loi".

38. Pendant la période considérée, le Comité salvadorien des familles des victimes de violations des droits de l'homme (CODEFAM) a dénoncé la disparition forcée de Luis Jaime Flores Parada et de Luis Alberto Landaverde Portal. L'enquête de la Division n'a pas révélé d'éléments permettant d'établir qu'il y a eu disparition forcée au sens de la Déclaration de l'ONU. En particulier, rien ne permet de penser, dans aucun des deux cas, qu'il y aurait pu y avoir une quelconque intervention, directe ou indirecte, d'agents du Gouvernement; certains indices tendent même à confirmer qu'il s'agirait d'affaires de droit commun.

b) Enlèvements

39. La Division a reçu de mars à juin 15 plaintes pour enlèvement. Il semble qu'il y ait un parallélisme avec la recrudescence des méfaits des bandes armées. Mais le nombre de plaintes ne correspond pas à la réalité, car bien souvent, les victimes et les membres de leur famille ne portent pas ces affaires à la connaissance des autorités, ni même à celle de l'ONUSAL, par crainte de représailles.

4. Droit à la liberté de la personne

40. La Division a reçu pendant la période considérée 39 plaintes pour détention arbitraire. Mais elle a constaté que bien souvent, les victimes ne portent pas plainte si la détention était motivée par une contravention au règlement, de sorte que beaucoup d'incidents de cette nature ne sont pas dénoncés. J'ai déjà dit à maintes reprises que pour mettre un terme à de telles pratiques, il faut abroger l'ancien règlement de police et placer ces affaires sous la juridiction des juges de paix. Une inspection des postes de police des localités du centre du pays a permis de constater que beaucoup des personnes arrêtées pour contravention pendant le week-end restent détenues de 48 à 72 heures, bien qu'il y ait dans ces localités un juge qui assure la permanence.

5. Droit au respect de la légalité

41. Il y a encore beaucoup de plaintes qui font état du non-respect des garanties prévues par la loi, notamment de la carence des autorités, qui n'enquêtent ni ne répriment comme elles y sont tenues. L'ONUSAL a eu à maintes reprises la preuve que le système judiciaire est incapable de faire la lumière sur les violations graves des droits fondamentaux.

42. À cela s'ajoute l'inquiétante fréquence des dénis de justice qui paraissent motivés par l'appartenance politique de la victime. Autre problème constant, la corruption du personnel judiciaire. C'est ainsi qu'une enquête, effectuée avec les services du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, a révélé qu'au tribunal d'instance de Santa Rosa de Lima (La Unión), plusieurs personnes détenues pour ivresse publique ou pour avoir pratiqué des jeux de hasard avaient dû payer entre 400 et 500 colonnes pour être relaxées. Il est arrivé aussi que le juge négocie avec la famille de personnes emprisonnées le versement de 2 000 ou 3 000 colonnes.

6. Liberté de réunion

43. Une ordonnance municipale, entrée en vigueur le 18 juin, régit et limite l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation publiques à San Salvador et prévoit des sanctions applicables aux contrevenants. Les manifestations publiques, notamment, sont interdites les jours ouvrables et les syndicats qui ont passé outre à cette interdiction ont été frappés d'amendes.

44. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention américaine relative aux droits de l'homme, qui protègent l'un et l'autre le droit de réunion pacifique, admettent des restrictions "prévues par la loi" si elles sont "nécessaires" pour maintenir la sécurité ou l'ordre

/...

publics. Il est donc parfaitement normal de réglementer les manifestations publiques, mais il faut limiter les restrictions au strict minimum, afin que les exceptions ne deviennent pas la règle, laquelle doit rester le libre exercice du droit de réunion. Il faudrait voir si des mesures moins radicales suffiraient à préserver l'ordre public.

7. La violence et l'exercice des droits de l'homme

45. J'avais signalé dans le neuvième rapport la forte recrudescence des délits de droit commun (dont le nombre a triplé entre janvier et septembre 1993), ce phénomène, avais-je dit, tient à ce que les mesures prévues dans les accords de paix n'ont toujours pas été pris ou ne le sont que partiellement ou trop lentement : "En premier lieu, il y a le fait que des armes de guerre sont entre les mains de la population civile (...) En deuxième lieu, on peut citer les obstacles, les insuffisances et les retards qui ont entravé la dissolution de la Police nationale et le déploiement dans de bonnes conditions de la Police nationale civile, avec les moyens requis pour lutter contre la délinquance. En troisième lieu, il y a le fait que les ex-combattants des forces armées et du FMNL n'ont pas tous été réinsérés dans la vie civile comme prévu. Il faut encore ajouter à ces trois facteurs le fait que, de toute évidence, nombre d'infractions ne font pas l'objet d'une enquête, ce qui renforce le sentiment que les délinquants peuvent agir en toute impunité" (A/49/59-S/1994/47, par. 72).

46. Un sondage effectué entre le 23 et le 30 mai 1994 fait apparaître que pour la plupart des Salvadoriens, c'est la délinquance qui est le principal problème dans le pays. Parmi les personnes interrogées, une sur quatre avait été agressée entre le mois de mars et l'époque de l'enquête.

47. Cette criminalité de plus en plus répandue prend très souvent la forme d'enlèvement avec demande de rançon ou d'agression entraînant la mort des victimes, commis par les groupes organisés équipés d'armes de guerre.

48. Ces bandes sont généralement composées d'anciens éléments de l'armée salvadorienne ou des corps de sécurité et parfois d'anciens sympathisants ou combattants du FMNL, qui ont de plus ou moins grandes quantités d'armes de guerre et d'uniformes de type militaire. Ces groupements, qui se manifestent de plus en plus et en divers endroits, sont devenus l'un des plus principaux facteurs de violence et d'instabilité dans le pays.

49. L'ONUSAL a pu établir que ces bandes se divisent en trois catégories : il y a d'une part de petits groupes d'individus, anciens éléments du FMNL, de l'armée salvadorienne ou des forces de sécurité, souvent équipés d'armes de guerre et portant parfois des uniformes ressemblant à ceux des militaires ou de la police qui commettent des délits de droit commun sans que leurs méfaits paraissent refléter une position politique.

50. Il y a ensuite les bandes, elles aussi composées d'anciens éléments de l'armée salvadorienne, du FMNL ou des corps de sécurité, qui sont parvenues à établir leur mainmise sur tout un secteur, souvent dans ce qui était auparavant les zones d'affrontement. Ces groupes habillent parfois leurs agissements, qui sont essentiellement des délits, d'un manteau politique, avec un discours où ils

/...

rejettent les accords de paix, et en particulier se plaignent de n'avoir pas obtenu les avantages qu'ils estiment leur être dus en tant qu'anciens combattants, s'en prenant violemment aux responsables de l'ARENA, du FMNL et de l'armée et annonçant la reprise de la guerre.

51. Il y a enfin des bandes qui sont moins simples à caractériser et qui pourraient un jour ou l'autre devenir des organisations politico-militaires. Dans la zone de Torola, par exemple, s'est constituée une bande d'une quarantaine d'ex-combattants du FMNL qui ne reconnaissent pas la direction nationale de celui-ci. Ces éléments sont organisés selon une hiérarchie, restent groupés, possèdent des armes de guerre, des munitions et des uniformes, tiennent un discours qui a clairement un caractère politique et se donnent pour mission de continuer la guerre. Une autre bande, qui opère dans le département de San Simón, comprend elle aussi près de 40 membres qui, selon les informations dont on dispose, auraient pour la plupart appartenu à un bataillon anti-insurrectionnel affecté à la troisième brigade, postée à San Miguel, où ils auraient pu obtenir des armes. Certaines sources ont même indiqué que le chef de la bande est l'un des militaires de la brigade.

52. L'ONUSAL a constaté que si les bandes peuvent opérer en toute impunité dans certaines régions, c'est parce que la Police nationale est aussi indifférente qu'inefficace et que la Police nationale civile n'est pas déployée assez rapidement. C'est le cas à Suchitoto (Cuscatlán), qui était auparavant zone d'hostilités, les bandes armées y profitent de la carence de la Police nationale, absente ou systématiquement passive, pour amplifier impunément leurs opérations – extorsion, enlèvements et assassinats – tandis que la population, qui a totalement perdu confiance dans les forces de l'ordre, ne dénonce même plus les faits.

53. La Police nationale a essayé de compenser l'absence de patrouilles régulières dans ces régions en lançant sporadiquement de grands coups de filets. Dans une opération de ce genre, des centaines de policiers ratissent un secteur, pendant plusieurs jours, barrant les routes et opérant des contrôles et des arrestations. Mais le bilan a été en fin de compte négatif, aussi bien sur le plan de l'efficacité de la répression que du point de vue des droits de l'homme.

54. On peut citer à cet égard l'opération lancée à la fin du mois de février dans les localités des environs de Guazapa. Pendant trois jours, 200 policiers ont procédé à un gigantesque ratissage, qui s'est soldé par l'arrestation de 21 personnes, la plupart accusées d'infractions aux règlements, et la confiscation d'un fusil M-16 et d'une grenade. Les bandes armées, quant à elles, n'ont nullement été perturbées, la police n'ayant réussi à arrêter aucun de ceux qui en font partie ni à saisir les armes qu'elles possèdent. Du point de vue des droits de l'homme, en revanche, l'opération a été plus dommageable, la plupart des personnes arrêtées ayant été maintenues en détention arbitraire avant que les tribunaux n'ordonnent leur remise liberté, et divers cas de mauvais traitements s'étant produits.

55. Les autorités ont tenu compte pour organiser les opérations de la PNC des observations de l'ONUSAL sur les raisons pour lesquelles les interventions policières sont inefficaces et vont parfois même à l'encontre du but recherché. La PNC a enregistré quelques succès dans la répression des bandes armées, par

/...

exemple lors de l'opération menée du 8 au 15 avril dans la région de Guazapa et que l'ONUSAL a pu observer. Entre autres bonnes initiatives, la PNC a recherché la coopération de la population et des responsables du FMNL dans la région, qui l'ont très utilement renseignée avant et pendant l'opération, ce qui a permis l'arrestation de plusieurs de ces individus agissant en marge de la loi.

56. Mais en raison du manque de coordination avec les tribunaux locaux et de l'insuffisance des preuves, il a fallu libérer près de 50 des 56 personnes qui avaient été arrêtées et présentées devant le juge.

57. Carence et passivité des forces de l'ordre, absence de confiance dans les organes de justice, réticence des victimes à dénoncer les auteurs des méfaits, car elles risquent leur vie ou celle des membres de leur famille, tout cela fait que les malfaiteurs peuvent s'en prendre en toute impunité et de plus en plus largement à la population.

58. La Division a constaté que les juges sont parfois obligés d'ordonner la remise en liberté, par exemple lorsqu'il n'y a pas de preuves, la police ne parvenant pas à recueillir suffisamment d'éléments et les témoins se refusant à déposer par crainte de représailles, ou bien encore lorsque la police n'a pas respecté toutes les formalités légales lors de l'arrestation ou durant l'enquête préliminaire, ce qui entraîne la nullité de l'acte. De plus, l'administration de la justice se ressent beaucoup du climat d'insécurité, les juges et auxiliaires de justice ayant été eux aussi la cible des menaces et des tentatives d'extorsion de ces bandes.

C. La vérification active des autres engagements pris
dans les accords de paix et comportant des aspects
relatifs aux droits de l'homme

1. Administration de la justice

59. À plusieurs reprises, j'ai affirmé que l'impunité était la principale cause des violations des droits de l'homme en El Salvador. De même, l'absence de condamnation légale des délinquants est un facteur qui contribue à la multiplication de la criminalité. Cet état de choses, en El Salvador, peut être attribué à un ensemble de carences des institutions qui forment le système d'administration de la justice.

60. Pour réaliser un échantillon indiquant l'état du fonctionnement du pouvoir judiciaire, la Division des droits de l'homme a mis à jour les données essentielles sur l'état d'avancement de 75 des affaires les plus significatives en ce qui concerne les violations du droit à la vie dont l'ONUSAL a connaissance et qui sont mentionnées du sixième au dixième rapport. Figurent dans cet échantillon également les affaires sur lesquelles on espère, à bon droit, que le pouvoir judiciaire s'est penché avec une attention particulière et a démontré une efficacité plus grande (voir tableau 1).

Tableau 1

Situation judiciaire de 75 affaires de violations du droit à la vie

	Exécutions arbitraires	Tentatives d'exécution arbitraire	Menaces de mort	Nombre total d'affaires
Nombre d'affaires	47	14	14	75
(Pourcentages)				
Distribution des affaires analysées	62,7	18,6	18,6	100
Enquête judiciaire	100	57	14,3	76
Enquête policière	51	21,5	0	36
Violation de la garantie d'une procédure régulière	47	25	0	49
Identification des auteurs	34	7	7	24
Incarcération des auteurs présumés	17	7	0	12
Condamnations	0	0	0	0

61. Le premier aspect à évoquer est celui des affaires sur lesquelles il n'existe aucune enquête officielle d'aucune sorte. Malgré la gravité des violations concernées, presque 25 % des cas analysés n'ont pas été portés à la connaissance du pouvoir judiciaire et de ce fait, il n'existe pas d'instruction. Généralement, les victimes ou leurs proches ont déposé leur plainte au bureau de l'ONUSAL mais, soit par manque de confiance, soit qu'ils considèrent comme inefficace l'action en justice, soit encore par crainte, ils se sont abstenus de faire de même devant la justice. Les auteurs de ces violations n'ont donc jamais été poursuivis et restent dans une totale impunité.

62. Dans l'ensemble d'affaires pour lesquelles il y a une action en justice (75 %), 47 % seulement ont fait l'objet d'une enquête préalable par les soins de la police. En d'autres termes, dans plus de la moitié des dossiers, la police n'a pas enquêté sur les faits ou n'a apporté aucun concours au juge. En outre, on a constaté que dans de nombreuses affaires, s'il y a bien eu enquête de police, celle-ci a été superficielle et peu éclairante ou le résultat n'a été porté à la connaissance du juge qu'à contretemps.

63. Il faut également souligner qu'aux carences de l'enquête policière il faut ajouter celles attribuables aux juges eux-mêmes, puisque, dans la moitié des affaires, on a relevé des erreurs de procédure.

64. Par suite des omissions et des manquements de l'enquête extrajudiciaire et judiciaire, la lumière n'est pas faite sur l'immense majorité des cas des violations des droits de l'homme et on en ignore les auteurs matériels et intellectuels, qui restent en liberté et qui ne font l'objet d'aucune poursuite.

/...

65. Dans 24 % seulement de toutes les affaires étudiées on connaît l'identité des responsables présumés et parmi ceux-ci 12 % seulement sont en détention provisoire.

66. La mise à jour faite de la liste de ces affaires a montré que les organes chargés d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et d'infliger à leurs auteurs la peine établie par la loi ont manifesté un degré d'inefficacité extrêmement élevé dans les résultats obtenus. Entre juillet 1992 et la date de rédaction du présent rapport, aucune personne n'a été condamnée pour avoir été déclarée responsable d'une des 75 affaires les plus graves de violation du droit à la vie dénoncées à l'ONUSAL.

67. Le fonctionnement déficient de la justice, qui transparaît dans les résultats de cette étude, a des conséquences extrêmement préoccupantes. Malgré les réformes introduites dans le système judiciaire et dans les corps de police, il existe encore de graves obstacles à une meilleure administration de la justice. En même temps, le sentiment d'impunité dont jouissent les auteurs des délits peut les inciter à poursuivre leur activité sans crainte d'être découverts et punis, et cela a aussi pour effet de renforcer chez les victimes le sentiment de méfiance à l'égard du système judiciaire en tant qu'instance chargée de les protéger, de faire respecter leurs droits et de leur faire obtenir réparation.

68. Il est indispensable d'accélérer le processus de réforme du système judiciaire. À ce sujet, la nouvelle Cour suprême de justice a une très haute responsabilité. L'épuration interne du système judiciaire, sur la base des évaluations effectuées par le Conseil national de la magistrature, est une obligation incontournable.

a) L'Institut de médecine légale

69. Pour concourir au fonctionnement adéquat et efficace du système judiciaire, il existe des organes auxiliaires de l'administration de la justice, qui, étant subordonnés au juge, ont l'obligation de mener à bien des enquêtes et d'établir des rapports spécialisés, afin de faciliter la décision des magistrats. L'Institut de médecine légale, organe auxiliaire de la justice, effectue des enquêtes et établit des rapports techniques ou d'experts à la demande des juges.

70. La loi dispose que le juge pénal est le supérieur hiérarchique des médecins légistes et du chef de l'Institut de médecine légale. La compétence de l'Institut est donc limitée à l'aide qu'il apporte au système judiciaire, ses membres étant des experts qui se trouvent légalement et en permanence liés par les instructions et le contrôle du juge, et ont l'obligation de réaliser leurs expertises exclusivement selon leurs instructions et de remettre leurs conclusions uniquement au juge compétent dans une circonscription déterminée.

71. En ce sens, l'Institut a des obligations juridiques spécifiques de deux ordres : l'obéissance et la subordination au système judiciaire, et une compétence technique adéquate pour lui permettre de remplir sa fonction d'auxiliaire de l'administration de la justice, condition indispensable du droit à être jugé par un tribunal compétent, indépendant et impartial. Cependant,

/...

l'ONUSAL a constaté que le fonctionnement de l'Institut, dans de nombreuses affaires, transgressait ouvertement les dispositions prescrites par la loi.

72. C'est le cas du rôle de l'Institut au sujet de la mort du dirigeant du FMLN Ernesto Véliz, à l'occasion de laquelle le docteur Mateu Llorc, Directeur de l'Institut, a décidé de son propre chef de rendre publique une déclaration divulguant le résultat de l'examen toxicologique pratiqué sur le corps de la victime, alors qu'il était évident que la mort était due aux blessures causées par les balles des agresseurs. Cette intervention a gravement altéré l'impartialité du système d'administration de la justice et transgressé la loi, qui dispose que la réalisation d'analyses toxicologiques ne peut se faire qu'avec l'autorisation expresse et préalable du juge, sans parler d'autres dispositions tendant à protéger la mémoire du défunt et le secret professionnel. Une situation similaire s'est présentée dans le cas de la mort du lieutenant-colonel Julio Ramon Rivera, officier nord-américain, causée par l'explosion d'une grenade. À cette occasion, le juge de la dixième chambre du tribunal pénal de San Salvador s'est vu obligé d'ordonner au Directeur de l'Institut, par une ordonnance judiciaire datée du 13 février 1994, de garder le silence sur le résultat de ses examens.

73. Un cas d'une gravité particulière est à citer : celui de l'assassinat de l'ex-commandant du FMLN Oscar Grimaldi, qui a eu lieu en août 1993. L'auteur présumé de l'homicide, Salvador Guzman, a été retrouvé mort un jour après l'émission du mandat de dépôt. L'Institut s'est refusé à pratiquer sans retard l'autopsie prescrite par la loi et ordonnée par le juge, et en conséquence ne lui a pas fourni l'information nécessaire à l'enquête judiciaire. Le Directeur de l'Institut a fait alors valoir à l'ONUSAL que le test de détection du VIH effectué sur le corps de Guzman s'était révélé positif. Cette réponse n'est pas satisfaisante, et l'est encore moins si l'on considère que dans d'autres affaires de nature semblable l'Institut avait néanmoins procédé à l'autopsie requise.

74. La persistance d'un grand nombre des problèmes posés par l'insuffisante capacité scientifique de l'Institut trouvait son origine dans l'absence de contrôle de la part du Conseil de l'Ordre des médecins, instance habilitée à veiller au bon exercice de la médecine par la profession médicale. En même temps, il serait indiqué que la Cour suprême de justice, qui est chargée de nommer le Directeur et les médecins légistes de l'Institut, exerce un contrôle vigoureux sur les fonctions qu'ils remplissent et que les juges de première instance, qui ont autorité sur l'Institut, fassent de même.

b) Le processus de réforme

75. Le 30 juin 1994 a pris fin le mandat des membres de la Cour suprême de justice, et l'Assemblée législative devra donc choisir de nouveaux magistrats conformément aux dispositions de la Constitution réformée.

76. Avec le renouvellement de la Cour suprême de justice se met en marche un nouveau processus dans lequel les trois noms des candidats sont proposés par le barreau et par le Conseil national de la magistrature. Dans le premier cas, les observateurs de la Division des droits de l'homme ont vérifié l'élection des candidats, réalisée le 12 mars 1994 dans les 14 chefs lieux de département du

/...

pays. Un second élément nouveau de la procédure est que la désignation des membres de la Cour exige la majorité des deux tiers des députés, ce qui obligera les partis représentés à l'Assemblée législative à se mettre d'accord.

77. La Division des droits de l'homme et la Commission de la vérité ont présenté une série de recommandations destinées à améliorer le fonctionnement de l'administration de la justice, dont l'application effective fera l'objet de l'attention de la nouvelle Cour suprême.

78. Le 29 avril 1994 ont été approuvées certaines réformes constitutionnelles qui nécessitent la ratification de l'Assemblée installée le 1er mai avant d'entrer en vigueur. Ces réformes reprennent certaines des recommandations proposées, et d'autres, également importantes, restent à accomplir, et c'est pourquoi il est opportun de mettre à jour l'analyse donnée dans les huitième et dixième rapports sur l'application de ces recommandations, dont plusieurs cherchent à remédier au problème de l'impunité.

i) Décentralisation des fonctions de la Cour suprême de justice

79. La recommandation tendant à transférer la faculté de nommer et de démettre de leur charge les juges de paix, les juges de première instance et les magistrats d'appel, de la Cour suprême de justice au Conseil national de la magistrature n'a pas été incorporée dans la réforme constitutionnelle.

80. D'autre part, on avait recommandé de confier à une entité indépendante la faculté d'autoriser et de suspendre les activités professionnelles des avocats et des officiers ministériels, faculté qui entrerait dans les attributions exclusives de la Cour suprême. La réforme constitutionnelle en voie de ratification applique partiellement cette recommandation puisqu'elle supprime la faculté de la Cour suprême de suspendre les avocats et les officiers ministériels qui sera désormais de la compétence du Conseil national du barreau et du notariat récemment créé. La Cour conserve néanmoins la faculté d'autoriser les avocats et les officiers ministériels à exercer.

ii) Protections judiciaires et constitutionnelles (habeas corpus et amparo)

81. Pour offrir aux citoyens un accès plus large au mécanisme constitutionnel de protection, on recommandait des réformes constitutionnelles visant à rendre les juges de première instance compétents pour connaître des recours en habeas corpus et en amparo.

82. La réforme constitutionnelle évoquée a élargi le champ d'application de l'habeas corpus au droit à la dignité et à l'intégrité physique, psychique et morale des personnes incarcérées, répartissant les compétences de la façon suivante : la Cour suprême de justice connaîtra des recours en habeas corpus dans les affaires de mise en examen de hauts fonctionnaires de l'État et, en appel, les affaires de privation de liberté dans les recours en habeas corpus présentés devant les juridictions inférieures; les chambres d'appel ayant compétence pénale connaîtront des recours en habeas corpus dans les affaires de détention judiciaire, et les juges de première instance des recours en habeas

/...

corpus dans les affaires de détention administrative ou d'arrestation par des citoyens. Cette formule est satisfaisante.

83. En ce qui concerne la procédure d'amparo, la recommandation n'a pas été retenue car la compétence reste celle de la Cour suprême, répartie entre ses quatre chambres en fonction de la matière de l'affaire, une fois ratifiées les réformes constitutionnelles.

iii) Aveux extrajudiciaires

84. La réforme constitutionnelle décidée retient également la recommandation formulée au sujet de la non-recevabilité de l'aveu extrajudiciaire, ce qui lui ôte toute valeur juridique et ne rend recevable que l'aveu fait devant l'autorité judiciaire.

85. En mai 1994, le Ministère de la justice a présenté à l'Assemblée législative le projet de nouveau code pénal et de nouveau code de procédure pénale. Le projet de code de procédure pénale prive de toute recevabilité l'aveu extrajudiciaire.

iv) Détention administrative

86. La recommandation tendant à diminuer la durée autorisée de la détention administrative, actuellement de 72 heures, n'a pas encore été examinée dans les réformes constitutionnelles et législatives.

v) Conseil national de la magistrature

87. Il existe sur le sujet deux recommandations. La première, qui propose que la destitution des membres du Conseil national de la magistrature nécessite un vote des deux tiers de l'Assemblée législative, a été appliquée avec une réforme de la loi correspondante et a également été introduite dans les réformes constitutionnelles adoptées récemment. La seconde recommandation, qui cherchait à améliorer la composition et les attributions du Conseil national de la magistrature, ainsi que l'indépendance de l'école de la magistrature, n'a pas été examinée.

vi) Ratification d'instruments internationaux ou adhésion à ceux-ci

88. On a recommandé la ratification de divers instruments internationaux, ou l'adhésion à ceux-ci, notamment la "Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants", le Protocole additionnel à la "Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels" (Protocole de San Salvador), le "Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques" et la "Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture". On a également recommandé qu'El Salvador reconnaisse la compétence obligatoire de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

89. Jusqu'à présent, l'Assemblée législative n'a examiné et approuvé l'adhésion d'El Salvador qu'à la Convention contre la torture, avec toutefois des réserves sur la compétence du "Comité contre la torture" de recevoir, d'étudier et de se

prononcer sur les dénonciations des violations systématiques qu'il reçoit, ainsi que sur la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice de connaître des litiges qui pourraient surgir quant à l'interprétation ou à l'application de la Convention.

vii) Fonds d'indemnisation des victimes des violations des droits de l'homme

90. L'unique progrès observé au sujet de cette recommandation, est la reconnaissance, par la Constitution, du droit à une indemnisation en cas de lenteur excessive de la justice, mais cette réforme est subordonnée à sa ratification par l'Assemblée législative. La Commission salvadorienne des droits de l'homme a présenté une proposition de loi à l'Assemblée législative en vue de la création du fonds.

viii) Code de conduite des responsables de l'application des lois

91. On avait recommandé l'adoption d'une loi régissant le comportement des responsables de l'application des lois garantissant le respect des droits de l'homme. Certaines des dispositions figurant dans le code de conduite des Nations Unies ont été reprises dans le nouveau projet de code de procédure pénale présenté en mai 1994.

ix) Abolition des détentions arbitraires pratiquées par la police

92. Pour en finir avec les pratiques de détentions arbitraires de la police, on avait recommandé que la vieille loi de police de 1886 soit abrogée, que la compétence en matière délictuelle soit transférée aux autorités judiciaires et que soient expressément réglementés les pouvoirs et fonctions de la police municipale. Ces recommandations n'ont pas été reprises.

93. Les réformes constitutionnelles décidées en avril dernier envisagent de réduire de 15 à 5 jours la durée de la détention pour faute administrative.

x) Service du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme

94. La réforme constitutionnelle décidée récemment prévoit d'attribuer un pourcentage non inférieur à 2 % du budget général de l'État aux trois institutions qui composent actuellement le ministère public, parmi lesquelles figure le service du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme; il y a là un progrès qui pourrait accroître les ressources de ce service.

xi) Législation pénale et pénitentiaire

95. Dans le cadre de la mise à jour de la législation, en particulier en ce qui concerne le respect et les garanties des droits de l'homme, on a recommandé l'approbation d'un nouveau code pénal, d'un nouveau code de procédure pénale et d'une nouvelle loi pénitentiaire. Des progrès ont été enregistrés en la matière, et diverses institutions publiques et privées du pays ont été consultées, mais aucun des projets de texte n'a encore été examiné par les

commissions parlementaires, et aucun calendrier n'a été établi pour leur adoption.

xii) Système judiciaire

96. Pour assurer le bon fonctionnement du système judiciaire, on a recommandé l'adoption d'une nouvelle loi sur la carrière judiciaire, qui n'a pas encore été approuvée.

c) Le régime pénitentiaire

97. Dans le dixième rapport, on évoquait les graves mutineries qui ont eu lieu dans les prisons de San Francisco Gotera, Santa Ana et Sensuntepeque et on indiquait que "ces graves événements, de même que la situation de tension qui règne dans ces prisons et dans d'autres dans le pays, révèlent à l'évidence la situation critique des centres carcéraux en El Salvador, et exigent que l'État prenne des mesures pour apporter une solution structurelle à la situation pénitentiaire" (A/49/116-S/1994/385, par. 105).

98. L'absence de mesures tendant à remédier à cette situation fait que ce type de réaction violente pourrait se reproduire. Le 21 mai, il y a eu une nouvelle mutinerie, cette fois à la prison de Mariona, qui a entraîné la mort d'un détenu. Les mutins, qui demandaient une amélioration de leurs conditions de réclusion, ont mis un terme à leur mouvement après négociations. Pourtant cinq jours plus tard, le 26 mai, la violence a de nouveau éclaté dans cette prison, jusqu'à ce qu'une "trêve" soit obtenue grâce à la médiation des observateurs de l'ONUSAL. Le conflit a été résolu grâce à la signature d'un acte renfermant les accords négociés avec le Ministère de la justice et le Directeur de la Division des droits de l'homme.

99. Cette situation pénitentiaire grave amène à mettre l'accent sur l'idée d'une vérification active. À cette fin, la Division des droits de l'homme s'est mise d'accord avec le Directeur des prisons pour définir le domaine où la Division pourrait intervenir en matière pénitentiaire et les facilités qui seraient accordées aux observateurs de l'ONUSAL pour entrer dans les établissements pénitentiaires, où ils procéderaient à une "enquête sommaire" pour se faire une idée d'ensemble de la situation carcérale.

d) La coopération technique qu'apporte la Division au système judiciaire

100. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a établi avec le Conseil national de la magistrature un plan comportant 11 ateliers de formation spécialisée qui se tiendront à partir du mois d'août jusqu'à la fin de septembre 1994. Dans ces séminaires, organisés à l'intention des magistrats de la Cour suprême de justice, des magistrats des chambres, des juges de première instance au pénal (120) et des juges de paix (350), on analyserait les stratégies qui conduiraient à une meilleure application des normes du droit international relatifs aux droits de l'homme en El Salvador. Cet enseignement serait destiné aussi aux membres du ministère public ainsi qu'aux représentants du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme.

101. On utilisera comme manuel pour cet enseignement une publication sur la protection des droits de l'homme et l'administration de la justice élaborée par des experts nationaux et internationaux sous les auspices de l'ONUSAL, en cours d'impression, ainsi qu'un manuel d'enseignement des droits de l'homme élaboré par des spécialistes salvadoriens.

102. Le Conseil national de la magistrature comme le Procureur de la République ont accepté de mettre en pratique, avec les juges et avec les membres du ministère public, l'idée d'une "évaluation différée". Chaque fonctionnaire présentera, quelque temps après les séminaires, ce qui, selon lui, serait la meilleure solution et la peine la plus appropriée, du point de vue des droits de l'homme, dans une affaire hypothétique. La sélection qui en résultera pourra être extrêmement utile dans les activités de suivi de ces ateliers.

2. Le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme

103. J'ai dit en diverses occasions l'importance qu'il y a pour El Salvador de renforcer le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, dont la bonne marche est essentielle pour le contrôle de la légalité, la protection effective et la promotion des droits de l'homme dans le pays. Fort de cette conviction, j'ai appelé l'attention du Gouvernement salvadorien et de la communauté internationale sur la nécessité de doter cet organe de moyens qui lui permettent de s'acquitter pleinement du mandat qui lui a été assigné en vertu de la Constitution et de la loi. Dans le même sens, la Division des droits de l'homme a prêté à plusieurs reprises son appui technique au bureau du Procureur dans divers domaines, notamment dans ceux où leurs mandats se rejoignent.

104. En près de deux années d'existence, le Bureau du Procureur a accompli des progrès, notamment dans son déploiement sur le terrain, qui lui a permis de desservir un nombre de plus en plus grand de personnes. Au cours de la période considérée, le Procureur a ouvert trois délégations couvrant les départements de Chalatenango, La Paz et La Libertad.

105. Étant donné le retrait imminent de l'ONUSAL, le Bureau doit déployer de plus grands efforts en vue de consolider son assise et d'évaluer les avantages qu'il pourrait tirer de l'expérience accumulée par l'ONUSAL pendant trois années de vérification active des droits de l'homme en El Salvador, tâche qu'il est appelé à assumer pleinement au lendemain de la Mission. Dans cette perspective, la Division des droits de l'homme continuera de lui apporter son concours. À cette fin, l'ONUSAL et le Bureau sont convenus de mener une série d'activités de coopération technique, portant notamment sur la réception et la qualification des plaintes, les techniques d'enquête policière et judiciaire en cas de plainte et la recherche du fondement des décisions dans le droit.

106. Au nom du transfert de l'information et eu égard à l'expérience acquise par l'ONUSAL sur le terrain ainsi qu'à la nécessité de faire comprendre à la population que, à la suite de la vérification internationale des droits de l'homme, le pays sera doté d'une instance nationale de protection des droits de l'homme ayant des compétences étendues pour connaître de ses plaintes, on prévoit de mener les activités d'assistance technique selon des modalités qui permettent aux deux institutions de procéder conjointement à la vérification des

violations des droits de l'homme, dans le respect de leur indépendance et de leurs mandats respectifs.

107. La Division des droits de l'homme tiendra le Secrétaire général informé des résultats de la coopération avec le Bureau du Procureur, dont le renforcement est sans nul doute fondamental pour le respect des droits de l'homme en El Salvador.

3. Les forces armées

108. La Division des droits de l'homme continue d'appliquer, en coordination avec les forces armées, le programme de coopération destiné à faire connaître et respecter la nouvelle doctrine, et le rôle des forces armées dans une société démocratique, l'accent étant mis en particulier sur la formation militaire au respect de l'État de droit et des droits de l'homme.

109. La concertation entre le Ministère de la défense et la Division des droits de l'homme s'est soldée par des résultats importants, ayant notamment permis de définir le contenu des outils didactiques en cours de publication.

110. Dans le cadre de la coopération à la promotion de la nouvelle doctrine militaire, des cours consacrés à la sociologie militaire et aux droits de l'homme ont été organisés à l'école militaire Général Gerardo Barrios à l'intention des élèves officiers de cet établissement. Au cours de la période considérée, des cours sur les droits de l'homme ont également été organisés à l'École d'infanterie à l'intention des lieutenants aspirant au grade de capitaine dans le cadre du stage de formation avancé d'infanterie. Il a par ailleurs été organisé, à l'intention des chefs et officiers de toutes les brigades de l'armée, des conférences sur les principes de la sociologie militaire et de l'éthique militaire démocratique.

111. S'il est indéniable que des progrès ont été accomplis dans la réforme et la restructuration des forces armées pour en faire l'institution seule compétente en matière de défense nationale, les indices tendant à prouver que des éléments en activité des forces armées sont impliqués dans la commission d'infractions ne laissent de préoccuper. Quand bien même les forces armées proprement dites ou les hauts responsables ne seraient pas en cause, il est indispensable de pousser l'enquête et de traduire les personnes impliquées devant les tribunaux ordinaires.

4. La Police nationale civile

112. Dans le dernier rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité sur l'ONUSAL, le Secrétaire général a déclaré qu'il fallait d'urgence renforcer le caractère civil de la Police nationale civile et la consolider (S/1994/561, par. 102). Le Secrétaire général a également mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la démobilisation de la Police nationale (ibid.).

113. Dans le dixième rapport que j'ai adressé au Secrétaire général au nom de la Division sur la précarité de la sécurité publique, j'ai fait observer que l'État devait consacrer le maximum d'efforts à réprimer la délinquance, en adoptant des mesures intégrales, profondes et planifiées pour renforcer la Police nationale

/...

civile de façon qu'elle puisse s'acquitter pleinement de la tâche que la nation tout entière lui a confiée dans les accords de paix : veiller à la sécurité publique définie dans le cadre des valeurs démocratiques et de son rapport fondamental avec la protection et la défense des droits de l'homme et avec l'État de droit (A/49/116-S/1994/385, par. 127). J'estime devoir réitérer ici ces mêmes observations face à la multiplication des infractions violentes dans le pays.

114. Dans certains milieux, on explique l'insécurité par le vide d'autorité résultant de la dissolution des anciens organes de sécurité. Les parties ont entrevu cette situation lors de la négociation des accords de paix. C'est pourquoi elles avaient envisagé de maintenir la Police nationale en activité en attendant qu'elle soit remplacée progressivement par la Police nationale civile. Cela étant, le retard intervenu dans le déploiement de la Police nationale civile dans les délais prévus par les accords de paix a pu contribuer à favoriser la montée de la criminalité. L'actualité a démontré la nécessité d'accélérer la démobilisation de la Police nationale.

115. En effet, dans la matinée du 22 juin, un camion blindé de transport de fonds a été attaqué devant les locaux de la Banque du commerce en plein centre de San Salvador par au moins 15 individus armés, dont certains étaient vêtus d'uniformes de la Police nationale. Les assaillants ont tué trois agents de sécurité et se sont emparés d'un montant d'environ 2 millions et demi de colones (environ 290 000 dollars). Le lieutenant José Rafael Coreas Orellana, chef de la Section des enquêtes de la Police nationale, qui, selon M. Hugo Barrera, Vice-Ministre de la sécurité publique, était "l'un des cerveaux du coup de main", a été arrêté.

116. L'incident a démontré que la Police nationale recelait des éléments criminels comme le soupçonnait la population et qu'elle était à l'évidence loin de veiller à la sécurité des citoyens et leur inspirer confiance. D'ailleurs, le Président a évoqué pour la première fois le "syndicat du crime" et la nécessité de l'extirper du pays.

117. Au cours de la période considérée, l'ONUSAL a reçu 147 plaintes faisant état de violations des droits de l'homme qui auraient été le fait d'agents de la Police nationale civile. Vérification faite, 58 de ces plaintes se sont révélées fondées. Le tableau 2 ci-après en indique la répartition d'après la nature de la violation en cause.

Tableau 2
Plaintes contre la Police nationale civile déclarées recevables par l'ONUSAL
(1er novembre 1993-31 juin 1994)

Plaintes déclarées recevables	Police nationale civile	Allégations fondées	Droit en cause	Pourcentage
ATTEINTES AU DROIT À LA VIE			1	
Exécution arbitraire	3	1		1,7
Tentative d'exécution arbitraire	0	0		0
Menaces de mort	3	0		0
ATTEINTES AU DROIT À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE			19	
Torture	5	4		6,9
Mauvais traitements	25	10		17,2
Usage excessif de la force	16	5		8,6
ATTEINTES AU DROIT À LA SÉCURITÉ DE LA PERSONNE			3	
Disparition forcée	0	0		0
Enlèvement	0	0		0
Autres menaces	6	3		5,2
ATTEINTES AUX GARANTIES D'UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE GARANTIES DE LA PROCÉDURE			3	
Droit d'être jugé par un juge compétent dans des délais raisonnables	1	0		0
Droit d'être représenté par un avocat	0	0		0
Droit de ne pas subir de contrainte	3	3		5,2
Droit de faire appel	0	0		0
DROIT À LA JUSTICE			5	
Obligation de l'État d'instruire et de réprimer	23	5		8,6
Droit à une indemnisation	0	0		0
ATTEINTES À LA LIBERTÉ DE LA PERSONNE			27	
Détention arbitraire	38	15		25,9
Détention arbitraire imputable à une erreur de la police	7	5		8,6
Garanties de la procédure	17	7		12,1
TOTAL	147	58	58	100

118. La plupart des violations des droits de l'homme imputables à des éléments de la Police nationale civile s'expliquent par la méconnaissance ou l'inobservation de la réglementation régissant les activités de cet organe. En effet, les détentions arbitraires, l'inobservation des autres garanties de la procédure et les manquements à l'obligation légale d'enquêter et de réprimer constituent 62 % des plaintes fondées déposées contre elle. En revanche, les mauvais traitements, l'usage excessif de la force et la torture représentent 30 % des plaintes. Particulièrement préoccupants sont deux cas où il semblerait que les agents de la Police nationale civile aient eu recours à la torture pour arracher un aveu à un détenu.

119. J'ai dit à plusieurs reprises que les violations des droits de l'homme imputables aux membres de la Police nationale civile pourraient s'expliquer, notamment, par le fait que l'Unité exécutive de lutte contre le trafic des stupéfiants et la Commission d'enquête sur les faits délictueux ont été incorporées dans la Police nationale civile sans que leur statut ait été modifié ou leurs rangs purgés, et sans que leurs éléments aient subi la formation normale à l'Académie nationale de la sécurité publique.

120. La Police nationale civile a adopté un certain nombre de mesures correctives pour lutter contre les actes de violation des droits de l'homme. Bien que la portée en reste limitée, la mise en route des Unités de contrôle et d'enquête disciplinaire, la désignation de responsables à leur tête et l'adoption d'un nouveau code de discipline au cours de la période considérée sont autant de mesures qui vont dans ce sens.

121. Au cours de la période considérée, la Division des droits de l'homme a déployé, de concert avec la Direction de la Police nationale, de grands efforts en vue de promouvoir la consolidation de la police en tant qu'institution dans le cadre des accords de paix. À partir du mois de février, des représentants du Directeur de la Division ont rencontré presque chaque semaine le Directeur de la Police nationale et ses collaborateurs aux fins d'échanges de vues au sujet des problèmes relevés. Depuis le 4 mars, les responsables des Unités de contrôle et d'enquête disciplinaire, qui jusque-là n'avaient pas encore été désignés, participent à ces séances de travail.

122. Les rencontres périodiques entre la Division et la Police nationale civile ont été l'occasion de soulever et d'examiner diverses questions importantes, dont l'instauration d'une coopération concrète entre les deux entités, la vérification sur le terrain des plaintes dirigées contre la Police nationale civile, le renvoi pour suite des plaintes fondées portées contre ces agents, la conception d'un programme de stages et d'ateliers de formation à l'intention des responsables et l'établissement et la publication du Guide des normes et procédures régissant la Police nationale civile. Ces séances de travail ont permis d'instaurer un échange continu et fluide d'idées au sujet des allégations de violation portées contre des éléments de la Police nationale civile les plus retentissantes au cours de la période considérée. La volonté ainsi affichée par la police de traiter de ces affaires au plus haut niveau est de nature à contribuer grandement à l'élimination des irrégularités relevées dans le processus de vérification active et à en faire ainsi un outil d'appui institutionnel.

123. Diverses initiatives évoquées lors de ces rencontres périodiques ont porté des fruits. On citera notamment le Guide des normes et procédures régissant la Police nationale civile, qui recueille tous les règlements, lois et normes essentiels pour amener la police à respecter la loi et les droits de l'homme. Le Guide, qui a été distribué à tous les responsables de la Police nationale civile, a également servi d'outil de base à l'occasion des stages/ateliers de spécialisation qui ont été organisés en juin à l'intention des responsables et avocats de la Police nationale civile sur toute l'étendue du pays.

124. Les stages/ateliers de formation aux techniques policières et aux droits de l'homme organisés à l'intention des inspecteurs, inspecteurs adjoints, sergents, caporaux et voire de certains agents de la Police nationale civile se sont déroulés en six sessions de trois jours à San Salvador, San Miguel, San Vicente et Santa Ana pendant le mois de juin. Le Service juridique de la Police nationale civile, agissant avec le concours de la Division des droits de l'homme, a fait subir une épreuve d'évaluation aux participants. Cette évaluation a fait apparaître que même à l'issue de ces journées de formation, il subsiste des lacunes dans la connaissance des règles importantes, par exemple celle de la nullité des poursuites lorsqu'un avocat n'a pas été commis à la défense du prévenu ou lorsque le juge compétent n'a pas été désigné. En revanche, les participants ont bien assimilé les règles relatives à la violation du domicile (mandat décerné par les tribunaux, flagrant délit, etc.) et à l'enquête d'office. Il ressort également de l'évaluation que les responsables, et surtout les sergents et les caporaux, affectés à l'intérieur du pays sont moins bien préparés que leurs homologues en poste dans le Grand San Salvador, où tous les responsables, sergents comme capitaines, ont reçu des notes d'appréciation allant de "bien" à "excellent". La Division des droits de l'homme et la Direction de la Police nationale civile, réunies pour évaluer les stages et les épreuves, ont décidé de poursuivre l'action de formation.

125. D'ordre du Directeur général de la Police nationale civile, tous les éléments de la Police nationale utilisent le Guide comme instrument de travail quotidien. En coordination avec la Direction de la Police nationale civile, l'ONUSAL établira périodiquement des formulaires pour vérifier la situation et la conduite des éléments de la Police nationale civile dans les différentes délégations, sous-délégations et postes.

126. La poursuite des activités de la Police nationale civile et de la coopération institutionnelle en vue de renforcer son assise et de promouvoir son développement dans le cadre de la nouvelle doctrine policière respectueuse des droits de l'homme et de l'État de droit revêt une importance particulière étant donné la situation actuelle. Plus que jamais, il est urgent de doter le pays d'une force de police efficace. À cette fin, il faudrait s'assurer la confiance et l'appui de la population sur lesquels on ne peut compter que si cette dernière voit dans la police un organe de service public et non un appareil au service de la répression et de l'arbitraire. Bien entendu, il ne s'agit pour la police ni de se départir de son ardeur ni d'adopter une attitude complaisante face à la criminalité, le respect de la loi et l'efficacité dans l'action policière constituant les deux faces de la même médaille. À n'en pas douter, El Salvador est en train de se doter d'une nouvelle police qui pourrait devenir un modèle pour le reste du continent à condition que l'on continue d'oeuvrer à éliminer les lacunes et carences relevées.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

127. Bien que les tendances générales du processus de paix se soient maintenues, l'ampleur toujours plus grande de la délinquance dans le pays, l'implication manifeste de membres des forces de sécurité dans des infractions et l'impunité résultant du mauvais fonctionnement de l'administration de la justice constituent des obstacles importants au respect effectif des droits de l'homme en El Salvador.

128. Face au problème de l'insécurité publique, le Gouvernement a pris des mesures. Le Président de la République a fermement confirmé la Police nationale civile (PNC) dans sa fonction d'unique organe habilité à assurer la tranquillité et l'ordre publics. Des effectifs de la PNC ont été déployés. Les deux personnalités qui ont été nommées respectivement Vice-Ministre de la sécurité publique et Directeur de la PNC ont la ferme volonté de donner plus d'efficacité à la PNC. Il a été annoncé que la Police nationale serait démobilisée plus rapidement et sa section des enquêtes criminelles a été dissoute avant la date fixée. La Division estime qu'il conviendrait d'accélérer davantage encore la démobilisation de la Police nationale, ce qui va dans le sens des propos tenus par le Président de la République.

129. Si les plaintes reçues sont moins nombreuses que précédemment, beaucoup contiennent des indices ou des éléments de preuve qui ne permettent pas d'exclure la motivation politique et paraissent indiquer qu'il y a encore des groupes qui recourent à la violence pour résoudre les oppositions politiques. Un tel état de choses nuit au processus de paix et entrave les efforts du Gouvernement visant à consolider l'état de Droit.

130. Bien que la nouvelle doctrine militaire ait commencé à produire ses effets et que le comportement de l'armée se soit notablement amélioré, il semblerait que certains militaires en service actif soient impliqués dans des faits délictueux. Il est donc indispensable d'ouvrir des enquêtes et de traduire les coupables devant les tribunaux ordinaires.

131. La situation des droits de l'homme en El Salvador demeurera précaire tant que les institutions de l'État ne seront pas en mesure de prévenir et de réprimer les violations. En effet, l'impunité reste la principale cause de ces violations et il serait indispensable d'accélérer la réforme du système judiciaire. La nouvelle Cour suprême de justice dispose maintenant des évaluations effectuées par le Conseil national de la magistrature et elle est en mesure de procéder à une épuration interne des organes judiciaires.

132. La perspective du retrait de l'ONUSAL fait ressortir l'importance des structures permanentes existant dans le pays, par exemple les services du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme ou les organisations non gouvernementales, pour ce qui est de protéger et promouvoir les droits de l'homme. Il faut espérer que le Service du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme sera en mesure d'assurer pleinement la vérification active lorsque les activités de l'ONUSAL prendront fin.

133. Les organisations non gouvernementales s'adaptent progressivement à la nouvelle réalité et contribuent à l'instauration d'un État démocratique, mais

/...

maintenant qu'il n'y a plus de violations aussi massives, elles ont des difficultés à obtenir les fonds nécessaires à leur activité. C'est pourquoi il est demandé à la communauté internationale d'aider ces organisations à jouer le rôle qui est le leur, rôle qui, d'une certaine manière, est plus important que jamais.

134. Le système pénitentiaire est dans une crise grave. Il faut le moderniser dans les meilleurs délais et lui allouer davantage de ressources. À cet égard, il importe que le projet de loi qui a été présenté à l'Assemblée législative soit adopté sans tarder.

135. Certaines des recommandations de la Division des droits de l'homme et de la Commission de la vérité destinées à améliorer l'administration de la justice par exemple les mesures permettant le recours effectif en habeas corpus ou retirant toute validité juridique aux aveux extrajudiciaires, sont en voie d'application. Il importe que la nouvelle assemblée législative ratifie les réformes constitutionnelles en cours d'examen et les réformes de la législation restant en suspens.

136. Certaines autres recommandations concernant la réforme constitutionnelle, notamment l'attribution au Conseil national de la magistrature de la faculté de nommer et de suspendre les juges, l'extension de l'amparo, la réduction de la durée de détention par la police et l'abrogation du règlement de police, sont restées lettre morte. Il conviendra pourtant que l'Assemblée législative aborde ces questions à un moment ou à un autre.

137. En ce qui concerne les normes internationales protégeant les droits de l'homme, l'Assemblée législative n'a ratifié que la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, avec d'importantes réserves concernant la compétence du Comité contre la torture pour recevoir des plaintes relatives à des violations systématiques. El Salvador est en outre le seul pays d'Amérique centrale à ne pas avoir reconnu la compétence obligatoire de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Parmi les instruments à ratifier, il importerait tout particulièrement qu'il signe le Protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels; le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture.

Tableau 3

La situation de mars à juin 1994

Plaintes déclarées recevables	Mars	Avril	Mai	Juin	Total
ATTEINTES AU DROIT À LA VIE					
Exécution arbitraire	9	8	5	6	28
Tentative d'exécution arbitraire	3	4	2	0	9
Menaces de mort	18	19	14	8	59
ATTEINTES AU DROIT À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE					
Torture	0	0	2	1	3
Mauvais traitements	4	6	17	9	36
Usage excessif de la force	4	3	6	1	14
ATTEINTES AU DROIT À LA SÉCURITÉ DE LA PERSONNE					
Disparition forcée	1	0	0	0	1
Enlèvement	9	4	0	2	15
Autres menaces	20	16	5	3	44
ATTEINTES AUX GARANTIES D'UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE					
GARANTIES DE LA PROCÉDURE					
Droit d'être jugé par un juge compétent dans des délais raisonnables	2	0	0	1	3
Droit d'être représenté par un avocat	0	2	0	1	3
Droit de ne pas subir de contrainte	2	0	1	1	4
Droit de faire appel	0	0	0	0	0
DROIT À LA JUSTICE					
Obligation de l'État d'instruire et de réprimer	16	12	10	11	49
Droit à une indemnisation	0	0	0	1	1
ATTEINTES À LA LIBERTÉ DE LA PERSONNE					
Détention arbitraire	7	11	14	7	39
Détention arbitraire pour contravention à un règlement	2	0	2	2	6
Garanties de la procédure	1	5	2	5	13
ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION	1	0	0	0	1
ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION					
Droit de libre association	1	0	0	1	2
Liberté de réunion	0	0	0	0	0
Liberté syndicale	0	0	1	0	1
ATTEINTES AU DROIT DE LA PERSONNE D'OBTENIR DES DOCUMENTS ATTESTANT SON IDENTITÉ OU SON ÉTAT CIVIL					
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son identité	0	0	1	0	1
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son état civil	0	0	0	0	0
AUTRES ATTEINTES	0	0	0	1	1
TOTAL	100	90	82	61	333

Tableau 4

Plaintes déclarées recevables, par catégories de droits, mars-juin 1994

(En pourcentage)

Droits ou libertés violés	Mars	Avril	Mai	Juin	Total
DROIT À LA VIE	30	34,44	25,6	23	28,26
DROIT À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE	8	10	30,5	18	16,625
DROIT À LA SÉCURITÉ	30	22,22	6,1	8,2	16,63
GARANTIES D'UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE	20	15,56	13,4	24,6	18,39
LIBERTÉ DE LA PERSONNE	10	17,78	22	23	18,195
LIBERTÉ D'EXPRESSION	1	0	0	0	0,25
LIBERTÉ D'ASSOCIATION	1	0	1,2	1,6	0,95
DROIT DE LA PERSONNE D'OBTENIR DES DOCUMENTS ATTESTANT SON IDENTITÉ OU SON ÉTAT CIVIL	0	0	1,2	1,6	0,7
TOTAL	100,00	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 5

Responsables présumés cités dans les plaintes, mars-juin 1994

Responsables impliqués	Mars	Avril	Mai	Juin	Total	Pourcentage
POLICE NATIONALE	13	12	14	13	52	15,6
GROUPE IRRÉGULIERS	11	15	2	2	30	9
NON IDENTIFIÉS	18	18	9	9	54	16,2
POLICE MUNICIPALE	0	1	2	3	6	1,8
POLICE NATIONALE CIVILE	17	23	32	11	83	24,9
FORCES ARMÉES	2	3	2	6	13	3,9
MINISTÈRE PUBLIC	1	0	0	1	2	0,6
ORGANES EXÉCUTIFS	0	0	0	0	0	0
ORGANES JUDICIAIRES	17	12	7	10	46	13,8
BRIGADE DES STUPEFIANTS	1	0	0	1	2	0,6
COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES FAITS DÉLICTEUX	1	0	0	0	1	0,3
FMLN	4	0	0	0	4	1,2
AUTRES	15	6	14	5	40	12
TOTAL	100	90	82	61	333	100,0
